

Irak/Conflit

# Dans Mossoul "libérée", le Premier ministre déclare la "victoire" contre l'EI

AFP

Mossoul/Irak

Il s'agit du plus grand revers de l'organisation jihadiste depuis sa fulgurante offensive il y a trois ans. Pour autant, la guerre contre elle n'est pas terminée.

L'IRAK a déclaré hier la "victoire" à Mossoul contre le groupe Etat islamique (EI) à l'issue d'une bataille de près de neuf mois, le plus grand revers de l'organisation jihadiste depuis sa fulgurante offensive il y a trois ans.

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi "arrive dans la ville libérée de Mossoul et félicite les combattants héroïques et le peuple irakien pour cette victoire majeure", a déclaré son bureau dans un communiqué.

Le compte Twitter du Premier ministre irakien l'a montré vêtu d'un uniforme militaire en train d'arriver dans la deuxième ville du pays.

Les combats ne semblent toutefois pas totalement terminés dans la grande cité du nord irakien et des coups de feu et des frappes aériennes étaient encore audibles quand le bureau du Premier ministre a publié son communiqué.

La reconquête de Mossoul, dont l'EI avait fait son principal bastion en Irak, est la plus importante victoire de l'Irak face à l'EI depuis que le groupe extrémiste sunnite s'était emparé en 2014 de vastes portions de son territoire.

Mais elle ne marque pas pour autant la fin de la guerre contre l'organisation ultraradicale, responsable d'atrocités dans les zones sous son contrôle et d'attentats meurtriers dans le monde.

**"HOMMAGE" AUX TROUPES.** La reprise de la



Photo : AFP

Le V de la victoire pour les forces irakiennes après la chute de Mossoul, au prix d'une rude et longue bataille.

grande ville du nord intervient au terme d'une offensive lancée le 17 octobre par les forces irakiennes, soutenues par la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis.

Le président français Emmanuel Macron, dont le pays est un membre actif de cette coalition, a déclaré sur Twitter que la France rendait "hommage à tous ceux, avec (ses) troupes, qui ont contribué" à ce que Mossoul soit "libérée".

Les forces irakiennes avaient capturé en janvier l'est de la cité puis attaqué l'ouest en février. Les combats se sont ensuite intensifiés à mesure que l'état se resserrait sur les jihadistes dans la vieille ville, un espace étroit et densément peuplé.

Ces derniers jours, les quelques jihadistes encore présents à Mossoul étaient assiégés dans un réduit de la vieille ville, le long du Tigre.

Le commandement irakien des opérations conjointes a annoncé hier que les forces de sécurité avaient tué "30

terroristes" qui tentaient de s'enfuir en traversant le fleuve, qui sépare la cité en deux.

Pour les forces irakiennes, la victoire à Mossoul sonne comme une revanche.

La chute de la cité, le 10 juin 2014, avait été le symbole de l'effondrement de l'Etat irakien et de la débâcle de ses forces de sécurité face aux jihadistes qui avaient déferlé sur l'ouest et le nord du pays.

L'armée avait alors abandonné la ville et battu en retraite dans le désordre le plus total, laissant derrière elle armements et véhicules militaires, précieux butin pour les jihadistes.

Ces neuf mois de campagne militaire ont entraîné une crise humanitaire majeure, marquée par la fuite de près d'un million de civils selon l'Onu, dont 700 000 sont toujours déplacés.

Les civils piégés dans la ville ont vécu dans des conditions "terribles", subissant pénuries en tout genre, bombardements et intenses combats, et ser-

vant de "boucliers humains" d'après les Nations unies.

**CIVILS TRAUMATISES.** Parmi les centaines de civils qui fuyaient quotidiennement ces derniers jours, des journalistes de l'AFP à Mossoul ont vu une soixantaine de femmes et des enfants, inconsolables et traumatisés.

Parmi eux Fatima, qui venait de revoir le ciel après quatre mois passés dans un sous-sol, sans "presque aucune nourriture ni eau". Quand son groupe s'est mis en marche, son frère a été touché par une balle de sniper jihadiste, a-t-elle raconté.

Plus loin, une mère de famille suppliait un soldat de l'écouter. Le visage défiguré par le chagrin, elle a dit qu'elle venait juste de perdre son fils de 7 ans dans un bombardement au moment de leur fuite. "Je n'ai rien pu faire", criait-elle.

Mossoul avait une importante dimension symbolique pour l'EI : son chef Abou Bakr al-Baghdadi y

avait fait en juillet 2014 son unique apparition publique après la proclamation d'un "califat" sur les vastes territoires conquis par le groupe jihadiste en Irak et en Syrie.

Le sort de Baghdadi demeure incertain : la Russie a affirmé en juin l'avoir probablement tué dans une frappe en Syrie mais personne n'a confirmé sa mort.

L'EI contrôle cependant toujours quelques zones en Irak, notamment les villes de Tal Afar (50 km à l'ouest de Mossoul) et Hawija (environ 300 km au nord de Bagdad) et des zones désertiques de la province d'Al-Anbar (ouest), comme la région d'al-Qaïm, frontalière de la Syrie.

Le groupe extrémiste tient également des territoires dans l'est et le centre de la Syrie, dont la vallée de l'Euphrate autour de Deir Ezzor, même s'il a perdu du terrain depuis 2015 et que son fief de Raqa (nord) est assiégé par des forces soutenues par Washington.

L'Afrique en bref

• **Egypte/Sécurité.** 11 jihadistes présumés tués  
La police égyptienne a affirmé avoir tué samedi quatorze jihadistes présumés au lendemain d'un attentat revendiqué par le groupe Etat islamique (EI) qui a coûté la vie à au moins 21 soldats.

• **Libye/Politique.** Haftar à Abu Dhabi



Photo : AFP

L'homme fort de l'est libyen, Khalifa Haftar (à gauche sur la photo), effectue une visite à Abu Dhabi, quelques jours après avoir annoncé la "libération totale" de Benghazi des combattants jihadistes, a annoncé l'agence officielle des Emirats arabes unis WAM.

• **Mali/Jihadistes.** L'armée repousse une attaque "terroriste"

Les forces de sécurité maliennes ont repoussé dans la nuit de samedi à hier une attaque "terroriste" visant des postes de gendarmerie et de douane près de la frontière burkinabè, menée par des jihadistes présumés, a-t-on appris hier auprès de l'armée.

• **Sénégal/Législatives.** La campagne est ouverte

La campagne électorale pour les élections législatives du 30 juillet s'est ouverte hier au Sénégal, un scrutin marqué par une pléthore de listes dont celles dirigées par l'ex-président Abdoulaye Wade, 91 ans, et le maire de Dakar Khalifa Sall, en prison pour détournement de fonds présumé.

A travers le monde

• **Colombie/Conflit.** Cessez-le-feu : Bogota pose ses conditions à l'ELN

Il n'y aura pas de cessez-le-feu bilatéral sans trêve "vérifiable" de l'ELN, dernière guérilla active en Colombie, a prévenu hier le négociateur en chef du gouvernement colombien, Juan Camilo Restrepo.

• **Syrie/Conflit.** Des membres présumés de l'EI arrêtés par un groupe rival

Une puissante coalition dominée par une ex-branche d'Al-Qaïda a affirmé hier avoir arrêté une centaine de membres du groupe Etat islamique (EI) dans la province syrienne d'Idleb, contrôlée par l'opposition.

Etats-Unis-Russie/Diplomatie

## Sanctions : rien n'a changé

AFP

Washington/Etats-Unis

Pas d'allègement avant que Syrie et Ukraine soient "résolus", assure le président américain Donald Trump.

LE président américain Donald Trump a assuré hier que les sanctions mises en œuvre contre la Russie ne seraient pas allégées tant que la situation

en Ukraine et en Syrie ne serait pas résolue.

"Rien ne sera fait jusqu'à ce que les problèmes ukrainien et syrien soient résolus", a tweeté le président, à son retour d'un périple de quatre jours en Europe, au cours duquel il a rencontré son homologue russe Vladimir Poutine pour la première fois.

"Les sanctions n'ont pas été abordées" lors de cette discussion, a-t-il ajouté.

La Russie, alliée du président syrien Bachar al-Assad, et les Etats-Unis

sont convenus vendredi à Amman d'un cessez-le-feu en Syrie. Selon l'Observatoire syrien des droits d l'Homme (OSDH), il est entré en vigueur dimanche dans trois provinces du sud du pays en conflit depuis 2011.

En ce qui concerne l'Ukraine, Washington continue d'accuser Moscou de soutenir les rebelles séparatistes dans l'est du pays et ont adopté de nouvelles sanctions le 20 juin à son encontre.

Ces sanctions visent 38 in-

dividus et entités en Ukraine ainsi que deux responsables gouvernementaux russes et une douzaine d'individus et organisations opérant en Crimée.

Le Kremlin dément tout soutien militaire et, profitant du sommet du G20 en Allemagne cette semaine, a affirmé que ces sanctions étaient assimilables à du protectionnisme caché.

En outre, l'ancien président Barack Obama avait décidé le 29 décembre des sanctions contre la Russie,

expulsant notamment 35 diplomates considérés comme des agents russes, après qu'en octobre les agences du renseignement américain eurent fait état d'une ingérence de Moscou dans le processus électoral américain.

Plusieurs enquêtes, dont l'une menée par le FBI, sont en cours concernant des accusations de collusion entre la Russie et des membres de l'équipe de campagne de Donald Trump. Ce dernier a rejeté ces accusations avec force.